

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-
Atlantiques
Cité Galliane
9 avenue Antoine Dufau
40000 Mont-de-marsan

Mont-de-marsan, le 17/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BASTIAT (SAS J.)

Route d'Orthez
40700 Hagetmau

Références : -

Code AIOT : 0005201576

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/02/2026 dans l'établissement BASTIAT (SAS J.) implanté Route d'Orthez 40700 Hagetmau. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BASTIAT (SAS J.)
- Route d'Orthez 40700 Hagetmau
- Code AIOT : 0005201576
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société BASTIAT est une entreprise familiale spécialisée dans la fabrication de sièges de style et terroir. Le site exploité à Hagetmau est soumis à déclaration sous les rubriques ICPE 2410 et 2940.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 2.7	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative – Classement des activités ICPE	Code de l'environnement du 30/01/2026, article Annexe à l'article R. 511-9	Sans objet
2	Accessibilité	Arrêté Ministériel du 05/02/2016, article 2.5	Sans objet
4	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 4.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection du 4 février 2026 a porté sur la situation administrative du site ainsi que sur le respect des prescriptions relatives à l'accessibilité des secours, aux installations électriques et aux moyens de lutte contre l'incendie.

Il ressort de cette inspection que l'établissement relève du régime de la déclaration au titre des rubriques ICPE 2410-2 et 2940-2b. Les dispositions relatives à l'accessibilité des secours et aux moyens de lutte contre l'incendie apparaissent conformes.

Concernant les installations électriques, un rapport de vérification périodique mentionne deux dysfonctionnements de protections différentielles dont la levée reste à justifier par l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative – Classement des activités ICPE

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/01/2026, article Annexe à l'article R. 511-9
Thème(s) : Situation administrative, Classement des activités ICPE
Prescription contrôlée : Rubrique 2410.2 - Ateliers ou l'on travaille le bois ou matériaux combustibles analogues à l'exclusion des installations dont les activités sont classées au titre de la rubrique 3610. 2. Supérieure à 50 kW, mais inférieure ou égale à 250 kW

<p><i>Déclaration</i></p> <p>Rubrique 2940 - 2940. Application, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc.</p> <p>2. Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le « trempé » (pulvérisation, enduction, autres procédés), la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre étant :</p> <p>b) Supérieure à 10 kg/ j, mais inférieure ou égale à 100 kg/ j</p> <p><i>Déclaration avec Contrôle périodique</i></p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, il est constaté que l'activité du site relève du régime de la déclaration pour les rubriques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • rubrique ICPE 2410-2 (puissance installée : 228 kW) ; • rubrique ICPE 2940-2b (quantité consommée : 11 kg/j). <p>L'abonnement souscrit auprès du fournisseur d'énergie confirme une puissance appelée n'excédant pas 250 kW, valeur inférieure au seuil d'enregistrement applicable à la rubrique ICPE 2410.</p> <p>Par ailleurs, les volumes de commande des produits relevant de la rubrique ICPE 2940, effectués auprès d'un fournisseur unique, confirment que la quantité quotidienne de peintures et vernis utilisés ne dépasse pas 100 kg.</p> <p>Ces éléments confirment le classement de l'installation sous le régime de la déclaration au titre de la rubrique ICPE 2940.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Accessibilité

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/02/2016, article 2.5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Elle est desservie, sur au moins une face, par une voie engins ou par une voie échelles si le plancher haut de cette installation est à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport à cette voie.</p> <p>En cas de local fermé, une des façades est équipée d'ouvrants permettant le passage de sauveteurs équipés.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site dispose de deux accès distincts, directement depuis la route d'Orthez, dont les caractéristiques (largeur et praticabilité) sont compatibles avec l'intervention des moyens de secours et de lutte contre l'incendie.</p> <p>La hauteur des bâtiments est inférieure à 8 mètres, ce qui ne rend pas nécessaire l'aménagement d'une voie échelle.</p> <p>Les matières premières, notamment le bois, sont stockées dans un bâtiment ouvert.</p> <p>Ces dispositions apparaissent conformes aux exigences applicables en matière d'accessibilité des</p>

secours et de lutte contre l'incendie.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 2.7
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur. Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre vi du titre ii du livre ii de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques. Les dispositions ci-dessus s'appliquent sans préjudice des dispositions du code du travail.
Constats : En séance, l'exploitant a présenté le rapport du 30 juin 2025 relatif à la vérification périodique des installations électriques réalisée par DEKRA. Cette vérification, réalisée de manière complète, conclut à l'absence de situation susceptible d'entraîner des risques d'incendie ou d'explosion. Ce rapport mentionne néanmoins deux dysfonctionnements de protections différentielles à courant résiduel, dont l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier la levée à ce stade. Par ailleurs, le rapport préconise le nettoyage des poussières présentes sur l'ensemble de l'installation électrique.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il convient que l'exploitant communique les comptes rendus d'intervention attestant de la levée des écarts constatés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : Les différents matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. L'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques notamment : a) Pour toutes les installations : - des extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les

agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ; - un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; - des plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local.

b) Pour les parties de l'installation à risque comme définies à l'article 4.3 ci-après :

- chaque partie de l'installation est desservie par un appareil d'incendie (bouche, poteaux...) d'un réseau public ou privé, situé à moins de 200 mètres de celle-ci et garantissant, a minima, un débit minimum de 60 m³/h sous une pression minimum de un bar durant deux heures. À défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 m³ destinée à l'extinction est accessible en toute circonstance. Pour les installations existantes au sens de l'article 2 du présent arrêté, la distance maximale à l'appareil d'incendie est portée à 400 mètres.

Constats :

L'exploitant a présenté le rapport du 27/10/2025 relatif à la vérification des extincteurs et des RIA par la société RECURT Sécurité Incendie (38 extincteurs et 8 RIA répartis selon le référentiel APSAD).

Un plan est affiché à l'entrée de chaque bâtiment. Ces plans mentionnent les dangers associés aux bâtiments et précisent le positionnement des extincteurs et RIA.

Deux poteaux incendie sont présents à moins de 100 mètres du site (un à l'Ouest et l'autre au Nord du site).

Type de suites proposées : Sans suite